

CONFERENCE INFOS

Réduction de la pauvreté et régimes politiques

Rapport de l'atelier de méthodologie de l'UNRISD
21–23 février 2007, Genève

Ce document est la traduction en français de la publication de l'UNRISD *Poverty Reduction and Policy Regimes* (Conference News, UNRISD/CN17/07/1, July 2007). La version française n'est pas une publication formelle de l'UNRISD.

Table des matières

Introduction

I^{ère} Partie: Rapports thématiques

Séance 1—Complémentarités institutionnelles, stratégies de croissance et réduction de la pauvreté

Séance 2—Régimes de protection sociale et réduction de la pauvreté

Séance 3—Pauvreté et inégalité

II^e Partie: Etudes de cas comparatives

Séance 4—L'Irlande et la Finlande

Séance 5—La province chinoise de Taiwan et la Malaisie

Séance 6—Le Brésil et l'Afrique du Sud

Séance 7—Le Botswana et le Kenya

Séance 8—Le Costa Rica et l'Inde

Séance de clôture—Conclusions et memento pour la recherche

Programme

Participants

Introduction

La réduction de la pauvreté est actuellement en tête des préoccupations relatives au développement international. La plupart des pays ont de vastes programmes de lutte contre la pauvreté, qu'ils aient ou non signé les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) imaginés par les institutions financières internationales (IFI) pour les pays les moins avancés (PMA).

D'aucuns craignent cependant que de nombreux pays ne soient pas en mesure de faire reculer sensiblement leur pauvreté, encore moins d'atteindre les buts fixés dans les Objectifs du Millénaire pour le développement. Ces pays suivent-ils la voie appropriée pour se développer? La question est au centre de ces inquiétudes. Ceux qui critiquent les politiques des IFI jugent que les effets déflationnistes du modèle de l'ajustement structurel qui s'est imposé dans les années 1980 continuent de limiter l'éventail des stratégies que les pays peuvent adopter pour lutter contre la pauvreté. Ils estiment que les leçons de certaines expériences n'ont pas été tirées, notamment celles des pays développés ou industrialisés tardivement, qui ont réussi à faire reculer la pauvreté en très peu de temps. Lorsqu'une partie importante de la population d'un pays vit dans la pauvreté, il n'est guère judicieux de traiter les pauvres comme une catégorie résiduelle. Si les Etats qui ont réussi récemment à se développer sont parvenus à abaisser de manière spectaculaire le nombre de leurs pauvres, c'est avec des politiques publiques dont l'objectif central était une lente transformation des structures, et non pas la réduction de la pauvreté en soi.

L'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) a entrepris en 2006 d'étudier les causes, les dimensions et les dynamiques de la pauvreté. Son projet consiste à examiner, sous l'angle des régimes politiques choisis, la configuration des institutions et des politiques dans les trois domaines du développement économique, de la politique sociale et des rapports de force politiques, ainsi que la manière complexe dont cette configuration influe sur la pauvreté. Il vise à montrer quelles institutions et décisions et quels rapports de force politiques ont permis à certains pays

de mieux réussir que d'autres à faire reculer la pauvreté. Ce projet s'inscrit dans le prolongement des recherches de l'UNRISD sur la politique sociale dans un contexte de développement, dont les conclusions ont dénoncé la place accessoire donnée à la politique sociale dans les politiques publiques conçues pour stabiliser l'économie des pays en développement et la pousser sur la voie de la croissance.

Les 21–23 février 2007, l'UNRISD a organisé un atelier de travail à Genève pour discuter des thèmes de la recherche, des études de cas, de la méthodologie et des données nécessaires au projet. Quelques intellectuels remarquables pour l'intérêt de leurs travaux sur la pauvreté, l'inégalité, la politique sociale et le développement, ainsi que les coordonnateurs des pays choisis pour l'étude ont été invités à animer les discussions. Des fonctionnaires de l'Organisation internationale du Travail (OIT), de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) travaillant sur la pauvreté et les types de régimes ont aussi participé à l'atelier.

Celui-ci a été divisé en deux parties. La première était thématique, avec trois séances consacrées aux questions des complémentarités institutionnelles, des stratégies de croissance et de la pauvreté; des régimes de protection sociale et de la pauvreté; ainsi que de l'inégalité et de la pauvreté. La seconde partie a comporté cinq séances au cours desquelles ont été exposées les études de cas qui donneront lieu à des recherches approfondies.

Le Directeur de l'UNRISD, Thandika Mkandawire, a ouvert la réunion en revenant sur le projet de la politique sociale dans un contexte de développement, qui, par ses leçons, a un intérêt direct pour les recherches sur la pauvreté. Ce projet a mis en évidence le pouvoir de transformation de la politique sociale. Le Directeur a souligné en particulier que, pour servir d'instrument de développement contre la pauvreté, la politique sociale doit répondre à quatre préoccupations majeures: distribution, protection, production et reproduction. Les Etats providence ont accordé plus ou moins d'importance à chacune d'elles, mais il existe généralement des complémentarités et des synergies considérables.

Les recherches précédentes ont aussi montré que la politique sociale ne doit pas seulement intervenir passé un certain seuil de développement et qu'elle n'est pas non plus le monopole des Etats providence avancés. C'est au contraire un instrument vital pour le développement, notamment pour le développement social. Les nouveaux pays industrialisés—et cela n'a rien de surprenant—ont eu tendance à adopter certaines mesures de protection sociale beaucoup plus tôt dans leur évolution que les "pionniers". On peut en conclure que bon nombre de mesures de protection sociale peuvent et doivent en fait être introduites lorsque les niveaux de revenu sont assez bas pour répondre à des impératifs à la fois normatifs et fonctionnalistes qui veulent que les mesures sociales servent à des fins de distribution, de protection et de production.

Vue d'ensemble du projet

Au cours de la séance d'ouverture, le coordonnateur de recherches de l'UNRISD, Yusuf Bangura, a donné une vue d'ensemble du projet sur la pauvreté. Il a traité de l'importance d'aborder l'étude de la pauvreté sous l'angle des orientations politiques. Un régime politique se définit par la manière dont sont liées entre elles les institutions et les politiques menées dans divers secteurs de l'économie d'un pays, pouvant produire des complémentarités institutionnelles. Le régime politique a des origines historiques données—il est déterminé par les trajectoires passées (*path dependence*)—et des valeurs normatives et s'accompagne d'un contexte qui donne un sens général au comportement stratégique des acteurs, y compris des décideurs politiques, des groupes d'intérêt et, plus généralement, des citoyens. Le projet remet en question les théories de convergence des politiques—qui proposent, pour aboutir au développement économique, un ensemble unique de politiques économiques—en montrant que des voies très diverses mènent au développement et au bien-être social et qu'elles peuvent avoir des effets différents sur la pauvreté.

Les régimes politiques qui ont choisi l'approche des études comparatives se sont surtout concentrés sur les sociétés industrielles avancées. On distingue deux grandes catégories de littérature: celle qui

traite de l'Etat providence et celle qui s'intéresse aux différentes formes de capitalisme. La première travaille souvent avec trois types de régimes—le social-démocrate, le conservateur-corporatiste et le libéral—alors que la seconde travaille avec deux types de régimes—les économies de marché coordonnées (EMC) et les économies de marché libérales (EML).

Les résultats sur le marché du travail et la protection sociale diffèrent selon les régimes. Les variations concernant la protection sociale résultent des valeurs attachées aux droits sociaux, de divisions institutionnelles entre le marché et l'Etat, des politiques de l'emploi et de différences dans les structures du pouvoir. Malgré l'utilité de ces typologies, elles souffrent de trois problèmes majeurs lorsqu'on adopte une vision globale du développement et de la protection sociale.

Premièrement, elles considèrent comme donnée la voie du développement ou de la croissance. L'indice de démarchandisation de Gøsta Esping-Andersen, qui évalue dans quelle mesure les marchés ont cessé de déterminer le bien-être des individus, suppose une économie de marché ayant résolu le problème du sous-développement. Il s'intéresse surtout à la redistribution du produit national. Or, comme l'ont relevé de nombreuses critiques, la marchandisation ou le développement est crucial dans les PMA où d'importantes couches de la population vivent encore hors de l'économie organisée.

Deuxièmement, ces typologies partent de l'hypothèse que la démocratie fonctionne bien et elles se concentrent sur les relations stratégiques qui se nouent entre les syndicats, les employeurs et les partis politiques, avec des idéologies que l'on peut situer sur un axe gauche-droite, pour influencer les politiques publiques. Dans de nombreux pays en développement, cependant, où la majorité des actifs travaillent dans l'agriculture et le secteur informel et où les niveaux de syndicalisation sont bas, les liens stratégiques entre les groupes organisés, les partis politiques et le gouvernement sont plutôt lâches. Il est difficile de situer les partis politiques sur un axe gauche-droite, parce qu'il y a, hors des classes, d'importantes variables dont dépendent l'articulation des intérêts et le comportement des électeurs, ainsi que les pratiques des partis et du gouvernement.

Troisièmement, l'analyse considère comme données les capacités de gouvernance ou de l'Etat. Dans tous les indicateurs sur la gouvernance, la protection sociale et la pauvreté, les résultats des pays à haut revenu sont supérieurs à ceux des pays à bas revenu ou à revenu intermédiaire, ce qui porte à croire que le revenu ou le développement lui-même peut être responsable de ces différences plutôt que l'inverse. Il n'y a rien d'étonnant à ce que les types de gouvernance, et non les capacités de gouvernance, informent le travail des théoriciens des régimes politiques des sociétés avancées. Ils posent qu'il est possible, dans ces sociétés, de concevoir politiques et institutions de manière à obtenir des résultats qui correspondent aux caractéristiques de chaque régime. On ne peut pas faire la même hypothèse dans le cas des PMA, où la gouvernance présente des carences très diverses. La capacité d'orienter les politiques et de s'engager sur la voie du développement varie considérablement d'un pays à l'autre.

Avec les disparités entre niveaux de développement, il est difficile d'avoir des typologies qui soient universellement applicables. Leur construction pose des problèmes théoriques et de données. Les tentatives les plus réussies sont celles qui ont cherché à établir des typologies propres à une région donnée, comme l'Amérique latine et l'Asie orientale.

Après son survol des régimes, Yusuf Bangura a exposé les grandes questions du projet sur la pauvreté, qui comprend deux volets. Le premier est un travail de recherche comparatif sur les régimes politiques et la réduction de la pauvreté et le second, une phase préparatoire à l'établissement d'un rapport phare de l'UNRISD sur la pauvreté (voir l'encadré 1 pour la structure de ce rapport). Le projet vise à comprendre les dimensions et les dynamiques de la pauvreté en se concentrant sur trois grandes questions: les stratégies du développement économique; les interventions de politique sociale; et les rapports de force politiques et les institutions de gouvernance qui les sous-tendent ou en sont le moteur.

Les stratégies de développement contribuent pour une large part à expliquer la voie suivie par les pays pour être au rendez-vous de la croissance, et la transformation de leurs structures. La recherche

s'intéresse aux stratégies axées sur la transformation industrielle et à leurs répercussions sur d'autres secteurs de l'économie comme l'agriculture, les services et le secteur informel. La plupart des pays ont opté pour une combinaison d'industries capables de substituer des produits nationaux aux importations et/ou une croissance tirée par les exportations. Les stratégies de substitution de produits nationaux aux importations peuvent être différenciées selon l'importance accordée à l'utilisation de la main-d'œuvre, qualifiée et non qualifiée, et à l'intensité du capital, et la manière dont la substitution se combine à d'autres stratégies telles que la réforme agraire, la promotion des exportations et la redistribution des revenus. Les deux stratégies s'accompagnent d'incitations différentes aux producteurs, notamment dans le domaine des relations entre l'Etat et les entreprises, et facilitent ou freinent les efforts tendant à renforcer la capacité de développement de l'Etat. Les recherches mettront en lumière les processus et niveaux de changement structurel, les secteurs de l'économie qui tirent la croissance, ainsi que les effets des stratégies de croissance sur le marché du travail dans les divers secteurs. Elles devraient permettre de comprendre en quoi la dynamique de l'économie et la voie choisie pour la croissance affectent l'emploi, la distribution du revenu et la pauvreté avant que les transferts sociaux ne soient effectués.

Le deuxième aspect du projet de recherche a trait à la politique sociale et à la pauvreté. Même lorsque les niveaux de l'emploi sont élevés, les politiques sociales sont souvent décisives pour sortir les gens de la pauvreté. Le présent projet examine en quoi la politique sociale soutient le développement et apporte une protection à la grande majorité de la population. Pour la plupart des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), il a été démontré que les niveaux de pauvreté baissent considérablement à partir du moment où des transferts sociaux ont été effectués et que c'est dans les pays sociaux-démocrates ayant des politiques sociales complètes que la pauvreté recule le plus. Les données indiquant que les nouveaux pays développés ont des investissements sociaux élevés ou dépensent beaucoup pour l'éducation ou la formation et que les fonds de l'assurance sociale servent souvent à accélérer l'industrialisation, en particulier à se doter d'équipements, montrent bien le rôle de la politique sociale dans le développement. L'Etat qui joue un rôle actif dans le développement du capital humain aide aussi à stabiliser l'emploi parce que les entreprises peuvent être réticentes à licencier des employés qualifiés et, dans certains cas, ces investissements sociaux peuvent même aider les entreprises et les employés à accepter des politiques de l'emploi flexibles si elles sont nécessaires au développement. Dans certains cas heureux, la réduction de la pauvreté est dans une large mesure fonction de l'expansion de l'emploi, parce que la protection ou l'assurance sociale est fortement liée à l'emploi. Dans de tels cas, les redistributions après transferts ne sont pas nécessairement favorables aux pauvres et aux chômeurs, en particulier dans les pays où seule une faible proportion des salariés est employée dans l'économie formelle.

Les institutions politiques des régimes peuvent aussi avoir leur importance, bien que la pauvreté ait reculé dans des régimes autoritaires comme dans des démocraties. On peut distinguer trois grands modèles politiques ayant réussi à faire reculer la pauvreté. Le premier prend pour référence les mécanismes politiques qui sous-tendent le recul de la pauvreté dans les Etats développementaux autoritaires. Une croissance rapide et la transformation des structures ont dirigé vers l'industrie une importante main-d'œuvre, qui a accepté la modération des salaires, la loyauté envers l'entreprise et la domination de l'Etat en échange d'une protection sociale réglementée par l'Etat et assurée par l'entreprise, d'un emploi à vie et d'une formation continue.

Le deuxième est le modèle communiste, dans lequel la légitimité des dirigeants dépendait de leur aptitude à appliquer des politiques sociales favorables aux pauvres. L'aide sociale passait souvent par les entreprises d'Etat et les dirigeants parvenaient à réduire la pauvreté grâce à des plans centraux qui garantissaient le plein emploi. Dans ce modèle, les choix des pauvres et de la classe ouvrière étaient liés à ceux des dirigeants du parti et des technocrates.

Dans ces deux modèles, le pouvoir était assez concentré et la concurrence en politique, découragée. Autrement dit, il s'agissait d'Etats très centralisés, technocratiques et fondés sur la cohésion.

Le troisième modèle est celui des démocraties avancées dont les politiques réussissent à faire reculer la pauvreté. Il apparaît que les pays dans lesquels des partis de gauche ont été longtemps au pouvoir et où les employés, le patronat et l'Etat coopèrent pour gérer les conflits économiques produisent de meilleurs résultats que les régimes libéraux pour ce qui est de la protection sociale et de la réduction de la pauvreté. Dans le modèle social-démocrate, chaque acteur dispose d'instruments qu'il peut utiliser pour faire céder les autres—pour les employés, c'est la possibilité de faire grève. Cependant, la population active des démocraties à faible revenu ou à revenu intermédiaire présente des caractéristiques sensiblement différentes de celles des démocraties avancées. Dans les pays pauvres, le pourcentage d'actifs travaillant dans l'agriculture et le secteur informel est plus élevé, la syndicalisation est faible et les syndicats peu représentés. Ces résultats font ressortir la nécessité d'examiner le poids de groupes d'intérêt autres que ceux des travailleurs, des paysans, des actifs du secteur informel et des groupes de population souffrant d'une pauvreté chronique lors de la conception des stratégies nationales de développement et des politiques de protection sociale.

Des élections compétitives peuvent être un instrument entre les mains des pauvres et faire accéder au pouvoir des gouvernements à orientation sociale, en particulier dans les démocraties où l'électeur médian est pauvre. C'est ce qui semble se produire dans de nombreux pays d'Amérique latine où des partis de gauche ont pris le pouvoir. Mais il est douteux que la concurrence électorale puisse, à elle seule, changer assez profondément les politiques publiques pour faire reculer massivement la pauvreté.

Il est instructif de relever ici que les DSRP accordent aux organisations non gouvernementales (ONG) et aux groupes sans base productive un rôle privilégié dans l'établissement de politiques de réduction de la pauvreté; le processus lui-même tend à être détaché de la vie politique habituelle; les décisions ne lient pas les participants; les organisations citoyennes n'ont pas d'instruments qu'elles puissent utiliser pour obliger le gouvernement et les entreprises à appliquer les accords; et lorsqu'il s'agit de choisir l'orientation du développement, les vues des IFI sont décisives.

En faisant porter l'analyse sur la dynamique des stratégies de développement, des politiques sociales et du jeu politique, le projet de recherche de l'UNRISD a pour but de comprendre les diverses dimensions de la pauvreté, ventilées par catégorie de revenu, sexe, ethnie, lieu géographique et cycles de vie. Tout en étant très attentive aux répercussions sur la pauvreté des changements d'orientation politique et des réformes des politiques, la recherche dégage des tendances sur de longues périodes et met en lumière les groupes qui restent pris au piège de la pauvreté, quelles que soient les politiques suivies. Le lien entre pauvreté et inégalité est un autre facteur essentiel qui retient l'attention: la recherche de l'UNRISD vise à déterminer la structure et l'évolution de l'inégalité (des richesses et des revenus personnels) selon les régimes politiques et les périodes, ainsi que les effets de l'inégalité sur la pauvreté.

lère partie: Documents thématiques

Séance 1—Complémentarités institutionnelles, stratégies de croissance et réduction de la pauvreté

Ce qu'il est aujourd'hui convenu d'appeler les complémentarités institutionnelles tient une place primordiale dans l'étude des régimes politiques. L'efficacité d'une institution ou d'une politique dans un secteur particulier peut aboutir à la mise en place d'institutions et de politiques complémentaires dans d'autres secteurs ou la rendre nécessaire. Par exemple, dans les études des sociétés industrielles avancées, on croit souvent que le capitalisme boursier, axé sur la rentabilité à court terme, a besoin de marchés du travail flexibles; et que le capitalisme de sociétés, qui sont financées par les banques et s'enchevêtrent par le jeu des actions et des sièges aux conseils d'administration, ou "capital patient" (placements à long terme), fait bon ménage avec des institutions corporatistes sur le marché du travail. Cependant, les événements qui se sont produits récemment dans certains pays laissent à penser que l'éventail des complémentarités possibles peut être plus grand que ne le prévoit la théorie. En se

mettant en bourse pour subvenir à leurs besoins de financement, les sociétés allemandes n'ont pas précipité la fin de la cogestion et de la négociation collective.

Au cours de la première séance de travail de l'atelier, Robert Boyer a présenté ses travaux sur les complémentarités institutionnelles, qui l'ont amené à se demander pourquoi et comment le capitalisme diffère d'un pays à l'autre et comment il convient de réformer les institutions pour promouvoir la croissance et la justice sociale. Il a évoqué certaines des raisons pour lesquelles les explications qui attribuent à une cause unique le sous-développement et la pauvreté sont insuffisantes: cela tient notamment au fait que ces explications sont uniquement centrées sur les mécanismes du marché; à la méconnaissance des politiques sociales, qui peuvent compléter la croissance; à la difficulté d'adopter les bonnes pratiques observées dans d'autres pays; et à l'idée qu'il existe une configuration institutionnelle idéale.

L'hypothèse de la complémentarité institutionnelle (HCI) a été appliquée dans le cas de comparaisons internationales, qui montrent que l'Etat n'est qu'un mécanisme de coordination parmi d'autres, au même titre que les marchés, la hiérarchie, la collectivité, les réseaux et les alliances. De plus, il a été démontré que certaines politiques sociales telles que celles qui sont menées pour assurer la sécurité des revenus et du travail et protéger la vie pouvaient à la fois avoir des effets positifs sur la production et réduire la pauvreté. Cependant, l'adoption d'institutions qui ont été efficaces ailleurs pose des problèmes particuliers parce qu'elles n'agissent pas seules, mais avec les institutions nationales déjà en place. Il peut y avoir incompatibilité entre elles, ce qui entraînerait une détérioration des résultats et une aggravation de la pauvreté. Les travaux de Robert Boyer ont montré qu'il existe de nombreuses configurations heureuses qui reposent sur la complémentarité de diverses institutions. Ils laissent à penser que les efforts faits pour imposer aux pays pauvres un modèle unique de développement et de réduction de la pauvreté contredisent les enseignements de l'histoire sur la diversité des institutions et des voies politiques que l'on peut emprunter.

De nombreux mécanismes institutionnels, loin de se substituer les uns aux autres, se complètent. L'un d'eux peut être capable de corriger les imperfections d'un autre. De plus, certains d'entre eux ont pour but la rentabilité économique et d'autres, la justice sociale. Ce qui laisse à penser qu'il est possible de rendre compatibles, sinon complémentaires, la croissance et la réduction de la pauvreté.

Jusqu'à présent, l'HCI n'a été appliquée qu'à des pays développés. Cependant, Robert Boyer a esquissé deux méthodes possibles pour déceler les configurations institutionnelles heureuses dans les pays en développement. La première consiste à rassembler des données sur les pays ayant réussi à réduire la pauvreté et à utiliser l'analyse qualitative comparative (AQC) pour remonter par induction aux institutions et aux politiques qui, réunies, ont permis de faire reculer la pauvreté. Il faut ensuite construire des données de panel pour évaluer l'impact quantitatif de chaque ensemble de variables. Il est une deuxième méthode qui convient à l'étude de cas unique portant sur une période donnée: elle consiste à étendre à la réduction de la pauvreté le modèle du diagnostic de croissance proposé par Hausman, Rodrik et Velasco (2005)¹, et de l'utiliser pour sélectionner les politiques qui à la fois stimulent la croissance et réduisent la pauvreté.

Discussion

Plusieurs questions ont porté sur les transitions entre mécanismes institutionnels et la possibilité de reproduire les expériences d'autrui ou d'en tirer des leçons. Il vaut mieux se représenter les mécanismes institutionnels comme des trajectoires que comme quelque chose de fixe. De graves crises économiques et politiques ont effectivement le pouvoir de changer brutalement ces trajectoires.

Les participants ont relevé la difficulté de reproduire des institutions sorties de leur contexte national. Importer une institution et la faire fonctionner en pratique sont deux choses distinctes, ont-ils fait remarquer. Ils ont donné l'exemple de la démocratie, qui existe dans les formes dans de nombreux

¹ Hausman, R., D. Rodrik et A. Velasco. 2005. *Growth Diagnostics*. Disponible à: <http://ksghome.harvard.edu/~drodrik/barcelonafinalmarch2005.pdf>.

pays en développement mais ne fonctionne pas toujours à l'avantage du peuple. Robert Boyer a relevé que s'il n'est pas possible de reproduire la configuration institutionnelle d'un autre pays, on peut cependant en tirer des leçons et créer des modèles nouveaux en adaptant les configurations d'autres pays. De même, on ne peut pas, en matière de recherche, appliquer les conclusions d'un cas à un autre cas. Robert Boyer a mis en garde contre la tentation de porter des jugements sur des cas sans les avoir soumis à un examen approfondi.

Un participant a contesté la focalisation sur le cas irlandais, que Robert Boyer avait présenté comme une réussite. Robert Boyer a fait valoir que le modèle irlandais avait réussi à régler de nombreux problèmes passés mais que, vu la rapidité des changements, les institutions n'étaient pas nécessairement capables d'affronter les problèmes qui commençaient à se poser au pays. Il se peut même que le succès les ait éclipsés. Le modèle irlandais a consisté essentiellement à attirer des investissements étrangers directs par une faible imposition des sociétés, et plusieurs nouveaux venus dans l'Union européenne (UE) suivent maintenant cet exemple. Plusieurs participants se sont demandés s'il était viable à long terme d'"acheter" les investissements de cette manière.

Quelqu'un a relevé que les pays ayant le pourcentage le plus élevé de travailleurs employés dans le secteur des technologies de l'information (TI) étaient les Etats-Unis et les quatre pays nordiques. Cela semble contradictoire car les politiques menées ne sauraient être plus différentes. Néanmoins, Robert Boyer a souligné que le moteur de l'économie des Etats-Unis était davantage la finance que l'industrie high-tech qui, en fait, ne contribuait que très modestement à la croissance dans ce pays.

Enfin, on a constaté l'importance de la famille dans les régimes de protection sociale. Les recherches faites en Amérique latine ont montré que de nombreux régimes de protection sociale s'appuyaient sur la famille plutôt que sur l'Etat, et que toute analyse de la réduction de la pauvreté devait prendre en compte les familles. Les migrations internationales et les fonds envoyés par les émigrés tiennent une place importante dans la protection de la famille.

Séance 2—Régimes de protection sociale et réduction de la pauvreté

Au cours de la deuxième séance, John Stephens a exposé dans les grandes lignes ses travaux sur les considérations politiques entrant en ligne de compte dans la réduction de la pauvreté et la redistribution dans les pays développés. Il a constaté que si tous les Etats providence avancés redistribuent les revenus et réduisent la pauvreté, les variations sont grandes entre les différents types de protection sociale. Il a constaté en particulier que les gouvernements qui redistribuaient le plus étaient les sociaux-démocrates, suivis des chrétiens-démocrates et que les régimes libéraux étaient ceux qui redistribuaient le moins.

La recherche de John Stephens a montré que, dans les pays de l'OCDE, la taille de l'Etat providence était le facteur le plus important pour la redistribution et la réduction de la pauvreté. Bien que la Suède, en particulier, ait l'un des régimes publics de retraite les plus inégalitaires, elle a la distribution des revenus bruts la plus égalitaire parce que les dispositions généreuses du régime de retraite public tendent à évincer même les sources de revenu les plus inégalitaires telles que les retraites privées. Son analyse de données récentes provenant de l'OCDE/Statistique Canada sur les connaissances de base montre que les Etats providence sociaux-démocrates réussissent mieux que les autres à valoriser le capital humain. Le niveau des compétences chez les moins nantis dans les pays nordiques et les Etats providence chrétiens-démocrates est plus élevé que dans les régimes sociaux libéraux et, chez les plus nantis, il est légèrement plus élevé pour la première catégorie de pays que pour la seconde. John Stephens a conclu que "les Etats providence sociaux-démocrates se maintiennent dans un cercle vertueux dans lequel la redistribution par l'impôt et les transferts sociaux fait baisser les taux de pauvreté et d'inégalité, ce qui aide ceux qui sont au bas de l'échelle à atteindre des niveaux de compétence plus élevés, facteur qui contribue, avec une négociation centralisée, à une dispersion moins grande des salaires et qui allège ainsi la charge incombant au système d'imposition et de transfert de maintenir la pauvreté et l'inégalité à un niveau bas".

John Stephens a fait observer cependant qu'à la différence de l'expérience faite dans les pays de l'OCDE, les dépenses consacrées à la protection sociale ne réduisent pas systématiquement les inégalités en Amérique latine et dans les Caraïbes. Ces dépenses ne réduisent les inégalités que dans les démocraties. Les pays dont l'histoire a été marquée par un régime parlementaire de centre gauche semblent avoir produit moins d'inégalités. Cependant, comme les programmes de protection sociale sont financés par des cotisations, 80 % des dépenses de la sécurité sociale ne profitent qu'aux travailleurs du secteur formel. Le secteur informel, qui comprend entre 40 et 60 % des actifs, n'est pas couvert par ces programmes. De ce fait, les retraites, constituées par cotisations et liées à l'emploi, n'ont guère de chances de faire reculer la pauvreté en Amérique latine.

Souhaitant tirer des expériences des démocraties industrielles avancées des leçons susceptibles d'aider les pays en développement à réduire la pauvreté et les inégalités, John Stephens a étudié l'histoire de cinq régimes sociaux dont les prestations ne sont pas liées à l'emploi. Ces régimes étaient les suivants: le régime des retraites des citoyens des pays nordiques, constitué par un impôt prélevé à un taux uniforme; les services publics nordiques de la santé, de l'éducation et de l'aide sociale, fournis sur la base de la citoyenneté et du domicile; les allocations familiales fondées sur la citoyenneté, qui visent à sauver les enfants de la pauvreté dans les démocraties les plus industrialisées; les services nationaux de santé dans le sud de l'Europe; et les indemnités globales de chômage en Australie et en Nouvelle-Zélande. L'application de ces politiques reposait sur des pactes entre groupes sociaux ou politiques, par exemple entre le parti social-démocrate et celui des paysans, ou entre les sociaux-démocrates, les travaillistes et le mouvement féminin dans le cas des régimes nordiques.

Discussion

Lors de la discussion, les participants ont cherché à savoir quels étaient les effets de la libéralisation sur les régimes sociaux nordiques, qui apparemment évolueraient dans un sens moins égalitaire. John Stephens a affirmé que, bien que la mondialisation ait eu de lourdes conséquences sur la macroéconomie et la négociation salariale dans les pays nordiques, elle n'avait pas eu de graves répercussions sur l'Etat providence. En fait, les changements qui s'opèrent dans les régimes sociaux sont dus à la démographie, la baisse des taux de fécondité aboutissant à des problèmes majeurs pour les régimes de retraite par répartition. L'Etat providence n'enlève rien à la compétitivité du secteur des exportations, a-t-il déclaré.

Lorsqu'on considère les effets redistributifs des politiques sociales, ce n'est pas seulement le montant dépensé pour l'éducation ou la santé qui est important, mais aussi le type de dépenses, a souligné John Stephens. Il est important, par exemple, de ventiler les dépenses de l'éducation en éducation primaire, secondaire et tertiaire, car cette dernière risque d'être moins redistributive que les autres. Cette distinction vaut aussi pour la santé, les dépenses consacrées aux soins préventifs étant plus redistributives que celles affectées aux soins curatifs.

La discussion a relevé l'existence d'un cercle vertueux amorcé par la marchandisation de la main-d'œuvre féminine et le développement des services de soins et d'assistance dans les pays nordiques

预览已结束，完整报告链接和二维码如下：

https://www.yunbaogao.cn/report/index/report?reportId=5_21195

